

Eclairages

> **Médias** Le scandale des écoutes téléphoniques clandestines en Grande-Bretagne connaît de nouveaux rebondissements

> Une ex-filiale du groupe Murdoch a engagé des hackers pendant quinze ans pour pirater des chaînes TV payantes concurrentes

Mehdi Atmani

«Rupert Murdoch est inapte à diriger un grand groupe international.» La petite phrase, glissée à la page 70 du rapport parlementaire britannique sur le scandale des écoutes téléphoniques à *News of the World*, est assassine. Elle chamboule l'avenir du conglomerat américain News Corporation, l'empire médiatique de Rupert Murdoch.

Après de longs mois d'enquête passés à réécrire le film du piratage des téléphones portables de politiciens, de la famille royale ou des proches de soldats morts en Afghanistan par des journalistes du défunt tabloïd centenaire, la Commission de la culture, des médias et du sport de la Chambre des communes a publié le 1er mai un verdict plus accablant que prévu. Elle remet en cause l'intégrité et l'honnêteté du PDG fondateur de News Corp.

Le rapport parlementaire doit encore être examiné par l'Ofcom, le régulateur britannique des télécommunications. S'il juge que l'accusation selon laquelle Rupert Murdoch a «fermé les yeux et fait preuve d'un aveuglement délibéré sur ce qui se passait dans ses sociétés et publications», il pourrait hypothéquer l'avenir de la participation de 39% de News Corporation dans le capital de BSkyB, une de ses filiales clés.

Ce bouquet satellitaire détient, depuis de nombreuses années, les droits de première diffusion sur une chaîne payante des films des six grands studios hollywoodiens. Une emprise commerciale dénoncée au mois de juillet 2011 par la Commission de la concurrence britannique, alors que Rupert Murdoch venait d'abandonner ses espoirs de mettre la main sur la totalité de BSkyB et sur ses 1,3 milliard de francs de bénéfices annuels.

Passé maître dans l'art d'étouffer les scandales nuisibles à ses affaires, le magnat australien n'est pas parvenu cette fois-ci à éteindre l'incendie. Alors que le pompier milliardaire risque de perdre le joyau de son empire BSkyB, d'autres foyers de scandales se sont déclenchés en Grande-Bretagne et en Australie. De nouvelles accusations qui touchent désormais la télévision payante.

A la rédaction de l'*Australian Financial Review*, Neil Chenoweth tient dans ses mains des informations accablantes sur les délits de News Corp. Le journaliste d'investigation connaît l'oiseau par cœur. Voilà plus de treize ans qu'il enquête sans relâche sur les relations entretenues par le groupe de Rupert Murdoch avec les réseaux de pirates actifs dans la contrefaçon de cartes à puce pour décodeurs.

Le 28 mars 2012, le journaliste australien rend public 14 400 e-mails de NDS. La société israélienne est une ex-filiale de News Corp., revendue le 15 mars au groupe américain Cisco pour 5 milliards de dollars. Elle est spécialisée dans le cryptage de signaux. Une activité cruciale pour les chaînes de télévision payante qui doivent s'assurer que seuls leurs clients sont en mesure d'accéder à leurs programmes.

Le contenu de la correspondance, obtenu par Chenoweth «de source anonyme», prouve que News Corp. a, entre 1995 et 2002, recruté une dizaine de hackers employés à nuire à la concurrence pour permettre ensuite de racheter ces sociétés. Un jeu dangereux dont Canal+ et le diffuseur américain EchoStar – allié du



Rupert Murdoch. Fin de parcours pour le magnat, après qu'il a été rattrapé par plusieurs scandales. LONDRES, 26 AVRIL 2012

Rupert Murdoch, la guerre des puces

groupe vaudois Kudelski via leur coentreprise, NagraStar – ont été les témoins et les victimes. Ces échanges de courriers se lisent comme un roman d'espionnage.

Nous sommes en 1997 à Los Angeles, au siège de DirectTV. La chaîne payante, cliente de NDS, subit les assauts de hackers, quelques semaines seulement après le lancement de nouveaux décodeurs. DirectTV estime les pertes à 200 millions de dollars. Fragilisé, le bouquet satellitaire entame donc des discussions avancées avec son concurrent EchoStar pour remplacer ses boîtiers. Alan Guggenheim, le patron de NagraStar – fabricant des cartes à puce implantées au cœur de ces appareils –, est dans les bureaux. Le montant de la transaction est estimé à 90 millions de dollars de ventes par an.

Pendant la pause-café, Ray Kahn, le responsable de la sécurité de DirectTV, l'informe que les cartes à puce d'EchoStar, protégées par la technologie du groupe suisse Kudelski, ont elle aussi sûrement été piratées. Alan Guggenheim perd de sa superbe. L'attaque est orchestrée par un certain Black Hat Team Haifa, une bande de hackers embauchés par NDS, la filiale de Murdoch, qui tentent depuis six mois de craquer les codes de sécurité de NagraStar au sein d'un laboratoire israélien à Haïfa. Mais cela, Ray Kahn et Alan Guggenheim ne le savent pas encore.

L'alliance entre DirectTV et EchoStar est une menace sérieuse pour NDS. La société anglo-israélienne se doit de réagir. Pour cela, elle compte sur deux de ses employés: Reuven Hasak, ancien directeur du Shin Bet, les services secrets intérieurs israéliens, et Ray Adams, un ex-superflic de Scotland Yard. Les deux hommes sont au service de NDS depuis 1995. Ils supervisent son unité de «sécurité opérationnelle».

Le Black Hat Team Haifa sabote en sous-main les systèmes de cryptage de la concurrence

Au départ, une de leurs délicates missions consistait à recruter de nombreux hackers chevronnés comme «consultants» pour garantir la protection des chaînes de News Corp. contre la plaie du piratage. En fait, la bande de pirates réunis sous la bannière Black Hat Team Haifa sabote en sous-main les systèmes de cryptage de la concurrence. Le diffuseur américain EchoStar dépose plainte contre NDS. Il réclame 1 milliard de dollars de dommages et intérêts au groupe anglo-israélien. NDS dément mais EchoStar persiste.

Elle rappelle que la chaîne Canal+ avait elle aussi été la cible d'une attaque semblable dès 1999 par le même groupe de hackers.

A cette époque, des réseaux de pirates revendent sous le manteau des centaines de milliers de cartes de Canal+ en France et de Telepiù en Italie. En quelques mois, la chaîne propriété de Vivendi est à terre. Des millions de cartes pirates sont en circulation. En Italie, seul un téléspectateur sur trois paie encore son abonnement. Telepiù d'abord, et Canal+ ensuite sont proches de la faillite. En mars 2002, la chaîne française poursuit NDS en justice et lui réclame 1 milliard de dollars de dommages et intérêts.

Au mois d'avril 2003, cela n'empêche pas News Corp. de racheter Telepiù pour 457 millions d'euros, alors que la chaîne est endettée à hauteur de 414 millions. Dans le cadre de cette transaction, Canal+ s'engage à renoncer à toute poursuite. La chaîne française signe l'accord, une semaine avant le dépôt de bilan. Puis c'est au tour d'EchoStar de poursuivre NDS en justice.

Après cinq ans d'une longue procédure, EchoStar et NDS se retrouvent, le 10 avril 2008, devant la Cour fédérale de Santa Ana, en Californie. Emmené dans un procès-fleuve qui durera près de cinq semaines, EchoStar, la société cliente de Kudelski, ne parvient pas à prouver l'ampleur du

Les étapes clés de l'affaire

1995-1996 NDS, une filiale de News Corp., embauche Reuven Hasak, l'ancien directeur des services secrets israéliens et Ray Adams, ex-superflic de Scotland Yard. Les deux hommes supervisent l'unité de «sécurité opérationnelle» de la société. Ils recrutent des hackers comme «consultants» pour garantir la protection des chaînes payantes de News Corp. contre le piratage.

1998-1999 Les pirates payés par NDS cassent les clés d'accès de l'américain EchoStar, protégées par la technologie du groupe suisse Kudelski. Ils publient ces codes sur Internet. EchoStar dépose plainte. Un an plus tard, Canal+ (France) et Telepiù (Italie) subissent le même sort. En quelques mois, les deux chaînes, propriété de Vivendi, sont proches de la faillite.

2002-2003 Canal+ intente un procès contre NDS et lui réclame 1 milliard de dollars de dommages et intérêts. News Corp. rachète Telepiù pour 457 millions d'euros, alors que la chaîne est endettée à hauteur de 414 millions. Dans le cadre de cette transaction, Canal+ s'engage à renoncer à toute poursuite. EchoStar et Kudelski lancent un nouveau procès.

2008-2009 EchoStar et NDS se retrouvent devant la justice californienne. La société cliente de Kudelski ne parvient pas à prouver l'étendue du piratage et perd son procès. En Italie, la police inculpe Davide Rossi. Cet expert de la lutte anti-piratage au service de NDS est accusé d'avoir protégé un hacker connu sous le nom de Linixone alors qu'il piratait près de 40 000 puces de décodeurs fournis par Nagra France afin de les reprogrammer et de les revendre au marché noir. Le procès suit son cours. **M. At.**

piratage téléguidé par News Corp. Le 16 mai, le verdict tombe. Le jury populaire donne raison aux plaignants sur trois de ses six accusations. NDS est rendu coupable d'avoir piraté certaines technologies de Kudelski, mais l'accusation d'association de malfaiteurs n'est pas retenue. Le groupe suisse perd son procès.

L'affaire Telepiù rebondit aujourd'hui en Italie. Davide Rossi, un autre expert de la lutte anti-piratage au service de NDS, est accusé d'avoir protégé un hacker connu sous le nom de Linixone alors qu'il piratait près de 40 000 puces de décodeurs produits par NagraStar France afin de les reprogrammer et les revendre au marché noir. Invoquant l'impossibilité de garantir la sécurité de ses puces, la chaîne italienne avait décidé de casser son contrat de plusieurs années avec NagraStar pour se fournir chez NDS. Le procès suit son cours en Sicile. Il retient toute l'attention du groupe suisse Kudelski, qui pourrait tenir là sa revanche.

Ces nouvelles accusations constituent un revers de trop pour le conglomerat News Corp., alors qu'en Grande-Bretagne, les premières têtes tombent dans le cadre des écoutes téléphoniques. Le parquet a inculpé le 15 mai six personnes, dont l'ex-rédactrice en chef de *News of the World*, l'ancienne protégée de Rupert Murdoch, Rebekah Brooks, pour «entrave au cours de la justice». Ces inculpations, conjuguées au réquisitoire des parlementaires britanniques et de la commission indépendante présidée par le juge Levinson, devraient accélérer le recentrage du groupe sur les Etats-Unis. Mais le scandale de piratage pourrait bien le poursuivre sur le sol américain. Un sénateur démocrate a déjà contacté le juge britannique pour s'enquérir de pratiques similaires outre-Atlantique.

Citation du jour



«Mark a ajouté, le 19 mai 2012, un événement à l'histoire de sa vie: il a épousé Priscilla Chan»

Mark Zuckerberg

Au lendemain de l'entrée en bourse de sa société, le fondateur de Facebook a annoncé son mariage en publiant cette photo et en modifiant son propre statut sur le réseau social.